

LES NOTES DU CRGN

Centre de Recherche de la Gendarmerie Nationale

Numéro 127 – Mars 2026

Capitaine Pascal MARTIN (Dr)



Le CRGN certifie que ce document a été entièrement rédigé par une intelligence humaine

L'ACTION CLANDESTINE RUSSE : ENTRE EXPERTISE ET « UBÉRISATION »

Le 1^{er} août 2024, un échange de prisonniers entre la Russie et les pays occidentaux a été particulièrement médiatisé : Vladimir Poutine a accueilli personnellement sur le tarmac de l'aéroport un homme et une femme prétendument argentins et leurs deux enfants, âgés de 8 et 11 ans. Leur particularité ? Ces deux personnes sont en réalité deux officiers « illégaux » du SVR¹, à savoir, des clandestins vivant à l'étranger sous une fausse identité pendant plusieurs années, voire plusieurs décennies. Avant leur arrestation, leur immersion était telle que leurs enfants ignoraient tout de la réelle identité de leurs parents et ne parlaient pas russe mais espagnol (ce qui leur a valu un « *buenas noches* » de la part du président russe à leur descente de l'avion²). En filigrane de la publicité donnée à cet échange de prisonniers (certainement pour des enjeux de politique interne), il convient de s'interroger sur la pertinence de la capacité d'action clandestine pour l'État russe. À quoi sert cet « outil » ? A-t-il évolué au sein de l'appareil sécuritaire russe ?

I) L'action clandestine, un « outil » précieux au profit des États

Depuis plusieurs siècles, l'action clandestine œuvre au profit de la diplomatie : dès la structuration des premiers États, les opérations clandestines étaient déjà une pratique courante dans les relations internationales³. En effet, la clandestinité est la capacité à réaliser, sur autorisation politique, des actions non revendicables et pouvant bénéficier d'un déni plausible (« *plausible denial* »⁴). Dans ce cadre, l'action clandestine peut intervenir au cours des interactions politiques des États et sert notamment à atténuer les asymétries d'information, les problèmes liés à un engagement militaire, ainsi qu'à améliorer la position d'un État dans les négociations ou éviter la rupture de celles-ci.

En conséquence, le renseignement « *concourt pleinement à l'exercice de la diplomatie* »⁵, et tous les pays disposant de services de renseignement avec d'importantes capacités, y compris techniques, s'appuient sur eux pour obtenir un avantage, que ce soit à l'approche de négociations internationales ou sur le champ de bataille dans le cadre d'un conflit⁶. Cette porosité institutionnelle est soulignée par le ministère des Affaires étrangères en 2008 qui mentionne l'appui que peut utilement apporter le renseignement à la diplomatie⁷.

Pour autant, la clandestinité est un *modus operandi* qui pourrait sembler totalement anachronique dans notre société toujours plus avide de transparence quant à l'activité de ses administrations. Pourquoi les États se risquent-ils à maintenir cette capacité ? Cela leur permet de « [...] pouvoir s'affranchir, à l'occasion et s'il en est besoin, de la légalité intérieure ou extérieure ou de

1 Sloujba vnechnej razvedki Rossiskoï Federatsi, ou Service des renseignements extérieurs de la Fédération de Russie.

2 BOUTIN, Gilles. Une famille « normale » : comment des espions russes ont fait croire qu'ils étaient un couple d'Argentins vivant en Slovénie. *Le Figaro*, 2 août 2024.

3 STREMPER, John D. « Covert Action and Diplomacy ». *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 20, n° 1, 2007, p. 122-135.

4 HAYEZ, Philippe. « Renseignement en France : quelles particularités ? » [en ligne]. *Areion24 News*, 24 mai 2019. Disponible sur : <https://www.areion24.news/2019/05/24/renseignement-en-france-quelles-particularites/>

5 COUSSERAN, Jean-Claude, HAYEZ, Philippe. *Nouvelles leçons sur le Renseignement*. Éditions Odile Jacob, 2021, p. 298.

6 GIOE, David V., « Cyber operations and useful fools: the approach of Russian hybrid intelligence ». *Intelligence and National Security*, vol. 33, n° 7, 2018, p. 954-973.

7 JUPPÉ, Alain, SCHWEITZER, Louis. *Livre blanc sur la politique étrangère et européenne de la France 2008-2020*. Rapport officiel, 2008, p. 67.

leurs engagements internationaux et, de préférence, sans se faire prendre la main dans le sac, ce qui nécessite une certaine technicité »⁸. Ainsi, contrairement à la diplomatie publique ou aux opérations des forces spéciales, l'action clandestine n'est pas destinée à être affichée ou avouée, et « [...] correspond donc à une capacité d'exception dont certains États décident de se doter »⁹. Une exigence absolue demeure : le lien doit être coupé entre les commanditaires de l'action et ceux qui la réalisent effectivement¹⁰.

Considérant ces éléments, l'action clandestine répond à des besoins exceptionnels et nécessite la mise en œuvre de techniques particulièrement poussées, car elle « n'engage qu'un nombre restreint d'agents qui utilisent des savoir-faire particuliers et complexes, liés notamment à la préservation de l'anonymat de l'opération. De fait sa réussite se juge non seulement à l'aune de la réalisation de l'objectif poursuivi, mais aussi de la préservation de l'identité du commanditaire »¹¹, c'est-à-dire l'État. En effet, dans un article du numéro 776 de la *Revue Défense Nationale* en date de 2015, un contributeur souligne que « [...] le succès d'une opération clandestine repose sur des capacités spécifiques qui permettent à l'État commanditaire de nier son implication »¹². En conséquence, l'action clandestine doit être planifiée et exécutée de manière à dissimuler l'identité du commanditaire ou permettre un démenti plausible de sa part¹³. La clandestinité a donc pour objectif de limiter au maximum le risque politique en évitant l'établissement d'un lien formel entre le commanditaire et l'exécutant, tout en permettant à l'État de s'affranchir de contraintes légales ou morales.

Ainsi, l'action clandestine est « [...] un adjuvant délicat de l'action politique »¹⁴. En effet, le général Jean Heinrich¹⁵, adaptant une célèbre formule de Carl von Clausewitz, considère que « l'action secrète n'est rien d'autre que la continuation de la politique par d'autres moyens »¹⁶. Ce mode opératoire s'inscrit dans le cadre d'une diplomatie coercitive permettant aux autorités étatiques de faire passer un message ou d'influencer secrètement : « Contrairement à la diplomatie publique, elle ne peut être affichée, ni même avouée (plausible denial). À l'heure de la diplomatie d'influence, elle vise à peser secrètement sur des volontés »¹⁷. L'autorité politique dispose donc de la capacité de divulguer ou non l'opération, et éventuellement de la revendiquer, en fonction des objectifs poursuivis.

II) L'action clandestine : une véritable expertise

L'agent « illégal » (ou « clandestin ») agit sous couverture non officielle (ce que les Anglo-Saxons appellent NOC, soit *non official cover*). Spécialement formé, il doit s'implanter dans une discrétion absolue dans un pays et un milieu déterminés pour exercer des missions d'influence, recueillir des informations, ou encore exécuter une opération. Dans un tel contexte opérationnel, la couverture n'est pas uniquement destinée à protéger l'agent et ses activités : « Il s'agit aussi de protéger l'État ou le service qui l'emploie »¹⁸. En conséquence, en cas d'arrestation ou d'interrogatoire, ni le clandestin, ni son employeur ne sont censés reconnaître être liés. L'« illégal » ne dispose donc d'aucune protection et risque, dans certains cas, la prison, la torture, voire la mort¹⁹. Il convient de relever que l'opération sous couverture peut être distinguée de l'opération clandestine au sens strict : dans ce cas, l'hypothèse ou l'existence même de l'opération doit être dissimulée²⁰.

C'est pourquoi l'« illégal » doit pouvoir jouir d'une crédibilité légitimant sa présence dans un lieu, dans un milieu, dans une zone ou un pays. Les activités doivent être en cohérence avec son spectre de missions. En conséquence, les services de renseignement peuvent être amenés à déployer d'importants moyens, comme aider à la création de sociétés ou d'associations, pour légitimer la « couverture » de l'« illégal ». Cependant, la couverture « la plus élaborée est celle par laquelle un agent de renseignement, après des années de préparation intensive (jusqu'à pouvoir parler la langue du pays de destination sans aucun accent, par exemple), se fait passer pour un paisible ressortissant de l'État où il opère et s'invente un passé »²¹. Ce qui était le cas des illégaux mentionnés *supra*.

En Russie, traditionnellement, les « illégaux » sont des agents ou des officiers de renseignement qui voyagent et travaillent sous couvert de nationalités non russes, sans lien manifeste avec la Russie ou avec l'une de ses entreprises ou institutions gouvernementales. Vassili Mitrokhine²² définit un clandestin comme « un individu spécialement formé qui vit selon les instructions des services de renseignement, et avec l'aide de ces derniers, dans un pays spécifique avec des documents d'identité contenant de nouvelles données d'identification supposées, généralement afin de dissimuler aux autorités et aux

8 CHOUET, Alain. *La sagesse de l'espion*. Éditions JC Béhar, Paris, 2017, p. 16.

9 COUSSERAN, Jean-Claude, HAYEZ, Philippe, *op. cit.*, p. 200.

10 MARTIN, Pascal. *Le renseignement en France face au cyberspace et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication*, thèse de doctorat en histoire contemporaine, 2022.

11 *Ibid.*

12 Cf. GUINEL, Jean. Forces spéciales-service Action (DGSE) : moi d'abord !, *Le Point*, 6 février 2015.

13 UNITED STATES OF AMERICA, DEPARTMENT OF DEFENSE. *Dictionary of Military and Associated Terms*, 2014, p. 56.

14 COUSSERAN, Jean-Claude, HAYEZ, Philippe, *op. cit.*, p. 193.

15 Le général Jean Heinrich a été chef du Service action (SA) de la DGSE et ancien directeur du renseignement militaire (DRM).

16 Émission « Les nuits de France Culture » par Philippe Garbit. Reportage audio intitulé « Le Général Jean Heinrich : "L'action secrète n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens" ». In : série « Les espions de la fiction à la réalité », épisode 1/11, janvier 2017.

17 COUSSERAN, Jean-Claude, HAYEZ, Philippe, *op. cit.*, p. 196.

18 MOUTOUH, Hugues, POIROT, Jérôme. *Dictionnaire du renseignement*. Éditions Perrin, p. 223.

19 MARTIN, Pascal, *op. cit.*, p. 622.

20 MOUTOUH, Hugues, POIROT, Jérôme, *op. cit.*, p. 224.

21 *Ibid.*, p. 223.

22 Vassili Mitrokhine (1922-2004) est un ancien officier du KGB, passé au Royaume-Uni en 1992 avec des milliers de documents secrets du KGB surnommés « les archives Mitrokhine ».

personnes qui l'entourent son affiliation nationale et d'État, son véritable nom de famille et ses données biographiques, créant ainsi les conditions nécessaires pour mener des activités de renseignement à partir de positions illégales »²³. La dissimulation de l'affiliation nationale et étatique en opérant sous une identité non russe a toujours été un élément important de l'activité des clandestins, car elle permet à un agent de totalement se fondre dans la société²⁴.

L'action des clandestins russes s'inscrit plus largement dans le cadre d'une stratégie « hybride », relevée par la *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale*²⁵ de 2017 et son actualisation en 2021, c'est-à-dire combinant des modes d'action militaires et non militaires, directs et indirects, légaux ou illégaux, mais toujours ambigus, conçus pour rester sous le seuil estimé de riposte ou de conflit ouvert²⁶.

La combinaison de l'ensemble de ces capacités s'inscrit dans une stratégie globale décrite par les stratèges américains comme une « *approche gouvernementale globale* », dans laquelle tous les pouvoirs et capacités relevant d'une autorité étatique travaillent de manière coordonnée, en s'affranchissant des contraintes bureaucratiques, pour atteindre un objectif commun²⁷. Cette stratégie serait notamment mise en œuvre par la Russie²⁸, dont les actions clandestines s'insèrent dans une stratégie globale d'usure, qui comprend donc un ensemble d'actions complémentaires, dont l'infiltration des cercles de décision politique²⁹.

III) L'« ubérisation » de certaines actions des services de renseignement russes

Tandis que la presse outre-Atlantique se passionne pour le programme des « illégaux », en exposant que ces professionnels russes étaient missionnés essentiellement à tisser des réseaux et repérer des cibles potentielles (« *to spot to assess* »³⁰), d'autres modes opératoires, plus rudimentaires, peuvent supposément être imputés aux services de renseignement russes. La sélection, la formation et l'envoi de clandestins sont des opérations extrêmement complexes et qui prennent du temps. Ainsi, la neutralisation d'un groupe entier d'« illégaux » en 2010 et 2011 a probablement causé des dommages importants aux capacités de renseignement russes, bien que la Russie ne l'ait pas reconnu publiquement³¹. En conséquence, les services de renseignement semblent s'être ouverts à des modes d'action plus simples, s'inscrivant dans une logique d'intensification des actions hybrides, consécutivement à la guerre en Ukraine.

Deux processus opposés parallèles semblent être mis en œuvre :

- le recrutement et la formation d'« illégaux » professionnels, répondant à une réelle stratégie de long terme des services de renseignement russes ;
- le recrutement d'agents à usage « unique » pour des opérations à faible valeur ajoutée, mais dont le potentiel médiatique de l'action menée permet d'obtenir un puissant effet de levier.

En effet, en octobre 2024, la ministre fédérale de l'Intérieur en Allemagne, Nancy Faeser, a déclaré que le régime de Vladimir Poutine était « *de plus en plus agressif* »³² dans un contexte où les actions des services de renseignement russes se multiplient en Europe. Dans le cadre de ses actions hybrides à l'encontre des pays occidentaux, la Russie utilise de plus en plus des agents auxiliaires, ou « jetables », destinés à être engagés sur un large spectre d'actions allant du sabotage aux opérations de déstabilisation. Ces agents sont pour la plupart des jeunes qui ont souvent un passé criminel, sont pro-russes et veulent gagner de l'argent rapidement. Ces saboteurs recrutés *via* les réseaux sociaux ou les messageries chiffrées comme Telegram n'ont pas reçu de formation pour leur mission, mais leurs actions s'intègrent pleinement dans la stratégie de guerre hybride russe³³.

La presse spécialisée relevait, dès février 2024³⁴, que le service russe de renseignement militaire (GU, ex-GRU) avait lancé un *bot* sur la messagerie Telegram visant à recruter des sources et agents de terrain en Europe de l'Est, avant d'étendre ce *modus operandi* à l'Europe du Nord et aux pays des Balkans. Grâce à ce *bot*, des personnes peuvent candidater en choisissant leur pays parmi une liste élargie à la Finlande, la Norvège, la Suède et le Danemark. Au sud, la zone de recrutement recouvre la Grèce, la Serbie, la Croatie, la Slovénie, le Monténégro et l'Albanie. D'importantes ressources ont été allouées à ce mode de recrutement : après avoir échangé avec un *bot*, une « *solide équipe d'officiers traitants prend rapidement la main sur le bot et entame la vérification au cas par cas des candidats. Au fil de l'échange, l'agence ne se nomme pas, mais exprime ses besoins généraux : obtenir de "l'information sur les préparations guerrières des pays européens contre la Russie" et "s'opposer au*

23 RIEHLE, Kevin P., « Russia's intelligence illegals program : an enduring asset ». *Intelligence and National Security*, vol. 35, n° 3, p. 395.

24 *Ibid.*

25 La *Revue stratégique* est destinée à fixer le cadre stratégique de l'élaboration de la Loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025. Elle a été présentée le 11 octobre 2017 au Président de la République lors d'un Conseil de défense, puis actualisée en 2021.

26 *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale*. Actualisation stratégique, 2021, p. 19.

27 GIOE David V. « Cyber operations and useful fools: the approach of Russian hybrid intelligence ». *Intelligence and National Security*, vol. 33, n° 7, 2018, p. 954-973.

28 *Ibid.*

29 RIEHLE, Kevin, *op. cit.*, p. 389.

30 KOZOVŌI, André. *Les Services secrets russes. Des tsars à Poutine*. Éditions Tallandier, 2022, p. 419.

31 RIEHLE, Kevin, *op. cit.*, p. 389.

32 REUTERS. « Faeser warnt vor zunehmenden russischen Geheimdienstaktivitäten » [en ligne]. *Die Zeit*, 14 octobre 2024. Disponible sur : <https://www.zeit.de/politik/deutschland/2024-10/deutschland-geheimdienste-russland-nancy-faeser>

33 DPA NIEDERSACHSEN. « Verfassungsschutz: Akute Bedrohung durch russische Spionage » [en ligne]. *Die Zeit*, 11 novembre 2024. Disponible sur : <https://www.zeit.de/news/2024-11/11/verfassungsschutz-akute-bedrohung-durch-russische-spionage>

34 Le GU étend ses efforts de recrutement à la Scandinavie et aux Balkans. *Intelligence Online*, 28 février 2024.

développement du fascisme en Ukraine et en Europe". Elle prévient les candidats qu'ils pourront être sollicités dans un futur lointain, et auront toujours l'option de refuser des demandes »³⁵.

Ce mode de recrutement conduit à une « ubérisation » des actions des services de renseignement russes dont certaines manifestations peuvent potentiellement être identifiées en France :

- En octobre 2023, des étoiles de David ont été dessinées au pochoir sur plusieurs façades d'immeubles en région parisienne. Un couple de Moldaves a été interpellé, tandis que les autorités françaises en ont imputé la responsabilité au FSB³⁶ ;
- Dans la nuit du 13 au 14 mai 2024, des mains rouges ont été taguées sur le Mémorial de la Shoah à Paris et les policiers soupçonnent trois individus ayant fui à l'étranger ;
- Le 1^{er} juin 2024, cinq cercueils recouverts d'une banderole portant l'inscription « Soldats français en Ukraine » ont été découverts au pied de la tour Eiffel à Paris. Les trois hommes identifiés sont respectivement nés en Allemagne, en Ukraine et en Bulgarie. L'un d'eux était en lien avec l'une des personnes suspectées d'avoir tagué des mains rouges sur le Mémorial de la Shoah à Paris ;
- Les 6 et 7 juin 2024, trois Moldaves, soupçonnés d'être les auteurs à Paris de tags représentant des cercueils avec l'inscription « Soldats français en Ukraine », ont été interpellés le lendemain à proximité du ministère de la Transformation et de la Fonction publique en possession d'aérosols et de pochoirs similaires à ceux apposés la veille ;
- Dans la nuit du 19 au 20 juin 2024, deux Moldaves ont été arrêtés car soupçonnés d'avoir apposé sur la façade du journal *Le Figaro* à Paris six tags montrant des cercueils et évoquant l'Ukraine. Les intéressés ont déclaré avoir été payés une centaine d'euros pour cette action.

En mai 2024, Stéphane Séjourné, ministre des Affaires étrangères, estimait qu'il s'agissait de « *commanditaires payés pour déstabiliser et appuyer sur les clivages de la société française* »³⁷. Dans l'affaire des cinq cercueils, les trois hommes interpellés, sans emploi, auraient agi car ils avaient besoin d'argent. En outre, le chauffeur aurait expliqué être payé 120 euros pour conduire les cinq cercueils jusqu'à la tour Eiffel, et aurait précisé ne pas connaître les deux autres co-auteurs, qu'il aurait rencontrés la veille pour s'assurer qu'aucun corps ne se trouvait dans les cercueils³⁸. Si la Russie a assuré, par la voie diplomatique, « *ne pas interférer* »³⁹ en France, la concomitance des opérations, leur inscription dans un agenda politique précis et l'amateurisme des acteurs laissent supposer une coordination par une entité.

Il existe un véritable décalage entre la dévotion, le professionnalisme et la formation poussée des « illégaux » russes et ce type de mode opératoire, qui revient à confier des opérations d'une grande diversité à des amateurs. Pour autant, il y a un point commun entre ces types d'opération : la possibilité pour le commanditaire de nier son implication directe et de bénéficier du déni plausible.

Enfin, ces actions de basse intensité présentent deux intérêts majeurs pour le commanditaire :

- Un très faible investissement financier et logistique ;
- Elles bénéficient d'un puissant effet de levier en raison du potentiel de déstabilisation induit par une importante médiatisation des agissements. Comme l'écrivait le Général d'armée André Beaufre dans son œuvre *Introduction à la stratégie*, « *un prurit de nouvelles sensationnelles, comme la presse occidentale en a l'habitude, permet à l'adversaire de multiplier l'effet psychologique d'actions modestes et répétées* ».

In fine, le directeur du SVR, Sergueï Narychkine, considère que les activités des « illégaux » dans le contexte actuel n'ont pas perdu leur pertinence. Au contraire, ces derniers deviennent plus intéressants en raison de l'environnement opérationnel de plus en plus complexe dans de nombreux pays et régions du monde⁴⁰. Dans ce cadre, « *dans un rapport au temps différent de celui de l'Occident, [la Russie] cherche à réinventer la guerre, en ciblant au mieux les faiblesses de nos démocraties et en jouant de nos divisions internes et des fragilités de notre pacte social. À quoi bon nous envahir, si nous pouvons nous effondrer sur nous-mêmes ?* »⁴¹

Le capitaine Pascal MARTIN est chef d'un département d'investigation au sein de l'Unité Nationale Cyber, docteur en Histoire moderne et contemporaine, chercheur associé au CRGN et à l'IRSEM.

Le contenu de cette publication doit être considéré comme propre à son auteur et ne saurait engager la responsabilité du CRGN.

35 Ibid.

36 Service de renseignement de la Russie, chargé des affaires de sécurité intérieure.

37 FRANCE INFO. Ce que l'on sait de la découverte devant la tour Eiffel de cinq cercueils portant l'inscription "Soldats français en Ukraine". *France Info*, 3 juin 2024.

38 FRANCE INFO. Cercueils devant la tour Eiffel : un des interpellés était en lien avec un homme soupçonné d'avoir dégradé le Mémorial de la Shoah à Paris. *France Info*, 3 juin 2024.

39 FRANCE INFO. Cercueils déposés devant la tour Eiffel : la Russie assure ne « pas interférer » en France. *France Info*, 4 juin 2024.

40 « Sergey Naryshkin: Illegals are the Golden Treasure of Foreign Intelligence. » In : MARTIN, Pascal, *op. cit.*

41 LECORNU, Sébastien. *Vers la guerre ? La France face au réarmement du monde*. Éditions Plon, 2024, p. 270.